

DEMANDE DE LOGEMENT

Par le présent formulaire, vous déposez une demande pour bénéficier d'un logement dans un immeuble HBM appartenant à l'une des cinq Fondations Immobilières de Droit Public (ci-après les FIDP) ou dans un immeuble propriété de la Ville de Genève.

Bien que le formulaire soit identique, **la demande doit être déposée tant au Secrétariat des Fondations Immobilières de Droit Public (ci-après SFIDP), qu'à la Gérance immobilière municipale (ci-après GIM), à défaut de quoi seule l'entité ayant reçu le formulaire traitera la demande.**

La base de données des demandeurs de logement utilisée par les FIDP appartient à l'Etat et l'Office cantonal du logement et de la planification foncière (OCLPF) dispose d'un accès en vue de sélectionner les candidats relevant de son contingent étatique, ainsi que ceux pouvant accéder à des appartements HLM ou des HM.

La Gérance Immobilière Municipale (ci-après GIM), dispose de sa propre base de données de demandeurs et sélectionne les candidats pouvant accéder à un logement à caractère social de la Ville de Genève.

Votre inscription ne peut être effectuée que pour autant que vous répondez aux conditions légales ou réglementaires, dont, notamment les conditions de durée de séjour, de revenus et de nombre d'occupants.

Le nombre de demandeurs de logement est très élevé et le nombre d'appartements à disposition est faible. Le délai d'attente peut être très long, souvent plusieurs années.

Il n'est pas possible de se porter candidat pour un immeuble en particulier, mais uniquement pour un ou plusieurs secteurs géographiques.

Tout dossier incomplet sera retourné sans être enregistré. Votre demande est par ailleurs valable 1 an et vous êtes responsable de la renouveler par écrit, un mois avant sa date d'expiration ; à défaut, elle sera annulée.

Pour toute information complémentaire sur les logements soumis à la LGL, nous vous invitons à consulter l'adresse internet suivante : www.ge.ch/logement, de même que le site internet des FIDP www.fidp.ch.

Les informations relatives aux logements à caractère social de la Ville de Genève peuvent être consultées sur le site : www.ville-geneve.ch/demarches-administratives/faire-demande-logement-social/.

SECRÉTARIAT DES FONDATIONS IMMOBILIÈRES DE DROIT PUBLIC



Av. de Sainte-Clotilde 11 - 1205 Genève



Bus 2 et 19 – arrêt Sainte-Clotilde
Parking David-Dufour



9h > 16h sans interruption (lu-ve)



022 807 09 99



info-guichet@sfidp.ch



www.fidp.ch

GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE



Rue de l'Hôtel-de-Ville 5 - 1204 Genève



10h30 > 12h30 - 13h30 > 14h30 (lu-ve)
Horaire d'été (juillet - août) : 10h30 > 12h30



022 418 34 05



infogim@ville-ge.ch



www.ville-geneve.ch

A. PERSONNES MAJEURES ET MINEURES APPELÉES À OCCUPER LE LOGEMENT

FUTUR OCCUPANT N° 1

(Futur signataire du bail oui non)

		Téléphone
Nom	Etat civil	Nationalité
Prénom(s)	Date de naissance	Date d'arrivée à Genève
Adresse actuelle	N° AVS13	Type de permis

FUTUR OCCUPANT N° 2

(Futur signataire du bail oui non)

		Téléphone
Nom	Etat civil	Nationalité
Prénom(s)	Date de naissance	Date d'arrivée à Genève
Adresse actuelle	N° AVS13	Type de permis

FUTUR OCCUPANT N° 3

(Futur signataire du bail oui non)

		Téléphone
Nom	Etat civil	Nationalité
Prénom(s)	Date de naissance	Date d'arrivée à Genève
Adresse actuelle	N° AVS13	Type de permis

FUTUR OCCUPANT N° 4

Prénom(s)	Etat civil
Nom	Date de naissance
	Type de permis

FUTUR OCCUPANT N° 5

Prénom(s)	Etat civil
Nom	Date de naissance
	Type de permis

FUTUR OCCUPANT N° 6

Dès la 6^{ème} personne supplémentaire, merci de transmettre les informations sur une feuille vierge.
(annexe jointe : oui non)

DOCUMENTS REQUIS POUR CHAQUE PERSONNE MENTIONNÉE CI-DESSUS

- Pièce d'identité, permis de séjour (recto-verso), permis d'établissement ou attestation de l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM) mentionnant la date d'arrivée à Genève ou de l'attestation de regroupement familial.
- Pour les enfants à naître, une attestation médicale précisant le terme prévu.
- Pour le demandeur dont l'enfant a un domicile légal différent du sien, seuls peut être inscrit dans cette rubrique le mineur visé par une décision judiciaire, voire une convention sous seing privé, prévoyant une garde à hauteur d'au moins 40%. Les justificatifs doivent être remis.
- Pour les personnes en attente de regroupement familial concernant le conjoint et/ou un enfant, justificatif attestant de l'existence d'une procédure en cours auprès de l'OCPM.

B. COORDONNEES POUR TOUT CONTACT

Personne destinataire de toute correspondance	Téléphone
Adresse de correspondance	Adresse électronique


















C. DECLARATION DE REVENU ET DE FORTUNE

Veuillez indiquer, **pour chacune des personnes majeures** mentionnées dans la présente demande les types de revenu, fortune et déductions autorisées les concernant, en cochant la case correspondante et de joindre impérativement la copie des pièces justificatives requises.

Personnes occupant le logement




















	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5
1) Activité salariale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Nombre d'employeurs
• 13 ^{ème} salaire / bonus / prime / etc.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Taux d'activité global (en %)
<input type="checkbox"/> 3 dernières fiches de salaire au moins, éventuellement celles mentionnant les gratifications, bonus ou 13 ^{ème} salaire <input type="checkbox"/> Certificat(s) de salaire annuel de l'année précédente ou, à défaut, contrat(s) de travail <input type="checkbox"/> Copie des éventuelles attestations de cessation d'activité (pour l'année précédente ou celle en cours)					
2) Activité indépendante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Dernier bilan et compte d'exploitation datés et signés					
3) Chômage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Avec gain intermédiaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> 3 derniers décomptes de chômage ou attestation mentionnant le montant de l'indemnité journalière					
4) Perte de gain (indemnités journalières)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Dernière décision rendue avec mention du montant					
5) Rentes					
• Rente AVS	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Rente AI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Rente 2 ^{ème} pilier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Rente de veuf-ve et/ou d'orphelin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Rente d'impotent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Autres rentes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Dernière décision rendue avec mention du montant <input type="checkbox"/> Dernier relevé bancaire ou postal attestant du montant versé					
6) Apprentissage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Contrat d'apprentissage et les trois dernières fiches de salaire					
7) Allocations familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Dernière décision rendue avec mention du montant					
8) Aide financière parentale ou de tiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Attestation signée par le tiers avec mention du montant					
9) Pension alimentaire totalement perçue	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pension non perçue ou seulement en partie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Acte judiciaire accordant la pension alimentaire ou, à défaut, copie de la convention signée par les deux parties <input type="checkbox"/> Justificatif du dernier paiement					
10) Subside d'assurance-maladie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Attestation(s) de subside					
11) Avance SCARPA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Dernière décision complète					

Personnes occupant le logement

	N°1	N°2	N°3	N°4	N°5
12) Bourse d'études	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Dernière décision complète					
13) Prestations complémentaires SPC					
• AVS / AI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• PC Famille ou assistance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Dernière décision complète					
14) Hospice général	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Trois derniers décomptes de virement					
15) Etudiant sans revenu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Attestation d'études					
16) Revenus mobiliers (comptes, titres, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Nombre de comptes bancaires/postaux
 Relevé(s) au 31 décembre de l'année précédente					
17) Revenus immobiliers (loyer, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Nombre de biens immobiliers
 Relevé(s) au 31 décembre de l'année précédente					
18) Autre(s) source(s) de revenu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Tout justificatif y relatif avec mention du montant					
19) Pension alimentaire versée pour l'année en cours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Acte judiciaire accordant la pension alimentaire ou, à défaut, copie de la convention signée par les deux parties, dûment notifiées par une autorité tutélaire et/ou judiciaire et justificatif du dernier versement					
20) Frais médicaux ou frais liés à un handicap de l'année précédente (uniquement pour les demandeurs FIDP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Seule la part des frais médicaux excédant le 5% du revenu net de la personne concernée sera considérée  Avis de taxation des impôts cantonaux et communaux de l'année précédente.  A défaut, tous justificatifs établis par la société d'assurance concernée attestant des frais médicaux et/ou liés à un handicap à la charge de l'une des personnes appelée à occuper le logement.					
21) Frais de garde de l'année en cours (uniquement pour les demandeurs FIDP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Déduction pour chaque enfant de moins de 15 ans des frais de garde effectifs et justifiés jusqu'à 4'031 F par an. Sont visés les contribuables remplissant les conditions cumulatives suivantes: 1) mariés ou liés par un partenariat enregistré et 2) vivant en ménage commun et 3) qui exercent tous les deux une activité lucrative ou se trouvent dans une incapacité durable de travailler ou sont en formation. La même déduction est octroyée aux contribuables célibataires, veufs, divorcés, séparés de corps ou de fait lorsqu'ils tiennent ménage avec leurs enfants mineurs dont ils ont la garde.  Les factures doivent être jointes. Si l'enfant est gardé par une tierce personne que vous rémunérez, les justificatifs des paiements doivent mentionner les nom, prénom et adresse complète de cette personne.					
22) Fortune mobilière et/ou immobilière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dettes chirographaires et hypothécaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
 Documents à produire impérativement dans tous les cas, même en absence de fortune  Avis de taxation des impôts cantonaux et communaux de l'année précédente  A défaut, tous justificatifs relatifs à la fortune (fortune mobilière et immobilière) et à l'état des dettes (chirographaires et hypothécaires) en Suisse et, cas échéant, à l'étranger, au 31 décembre de l'année précédente  Pour les personnes imposées à la source, attestation-quittance d'impôt à la source et tous justificatifs relatifs à la fortune et à l'état des dettes en Suisse et, cas échéant, à l'étranger, au 31 décembre de l'année précédente					

D. SITUATION ACTUELLE DU/DES DEMANDEUR-S

Veuillez cocher la ou les rubrique-s correspondant à la situation des personnes mentionnées dans la présente demande et remettre impérativement la copie des pièces justificatives requises. A défaut de document justificatif pertinent, la situation alléguée ne sera pas retenue sans autre avis de notre part.

<input type="checkbox"/> Sous-location	 <i>Contrat de sous-location ou attestation du sous-bailleur</i>
<input type="checkbox"/> Menaces à l'intégrité corporelle attestées	 <i>Tous justificatifs y relatifs, tels que copie du dépôt de plainte</i>
<input type="checkbox"/> Insalubrité	 <i>Echange de correspondance avec le propriétaire ou le bailleur des lieux</i>
<input type="checkbox"/> Difficultés d'accès pour une raison médicale <input type="checkbox"/> Immeuble actuel avec ascenseur <input type="checkbox"/> Immeuble actuel sans ascenseur	 <i>Certificat médical faisant état de votre problème de santé et tout document attestant des difficultés rencontrées de par la configuration de votre immeuble et/ou de votre logement</i>
<input type="checkbox"/> Le loyer mensuel, charges et parking non compris, représente une part trop importante du revenu brut	 <i>La proportion doit atteindre au moins 30% du revenu brut</i>  <i>Bail ainsi que son dernier avenant</i>
<input type="checkbox"/> Suroccupation (nombre d'occupants au moins égal ou supérieur au nombre de pièces du logement) • Nombre de pièces du logement • Nombre de personnes	 <i>Attestation de votre part mentionnant les nom et prénom des occupants du logement, lesquels sont connus à l'adresse par l'Office cantonal de la population et des migrations (OCPM)</i>
<input type="checkbox"/> Couple séparé mais vivant encore sous le même toit <input type="checkbox"/> avec enfant-s mineur-s <input type="checkbox"/> sans enfant mineur	 <i>Tout document justifiant de la séparation</i>
<input type="checkbox"/> Résiliation du bail sans faute contractuelle	 <i>La présente rubrique ne concerne pas les personnes s'étant vu résilier leur bail notamment pour défaut de paiement de loyer, problème de voisinage ou de diligence.</i>  <i>Résiliation du bail</i>
<input type="checkbox"/> Jugement d'évacuation rendu suite à une procédure n'étant pas fondée sur une faute contractuelle	 <i>Jugement d'évacuation complet</i>
<input type="checkbox"/> Vit en cohabitation chez des tiers <input type="checkbox"/> en raison de la perte du logement intervenue suite à des circonstances indépendantes de votre volonté <input type="checkbox"/> Pour une raison autre que celle liée à la perte du logement	 <i>Tout document attestant de la perte du logement et attestation du tiers précisant l'adresse du lieu d'hébergement, les modalités de votre accueil et sa durée.</i>  <i>Attestation du tiers précisant l'adresse du lieu d'hébergement et de les modalités de votre accueil et sa durée</i>
<input type="checkbox"/> Foyer d'hébergement temporaire et communautaire pour des personnes confrontées à une situation de précarité	 <i>Attestation récente de l'établissement concerné</i>
<input type="checkbox"/> Hôtel	 <i>Justificatif nominatif récent de l'établissement concerné et tout document attestant des circonstances ayant imposé cette solution d'hébergement</i> <i>En cas de placement par une institution publique ou sociale, une attestation récente de cette dernière</i>
<input type="checkbox"/> Logement relais provisoire d'une institution sociale	 <i>Il s'agit d'un appartement géré par une institution sociale et destiné à des personnes en situation précaire afin de leur permettre de trouver un logement stable ; ce type d'objet implique un encadrement social des personnes concernées dont l'hébergement est prévue pour une durée provisoire.</i>  <i>Attestation de l'institution concernée confirmant le statut particulier du logement</i>
<input type="checkbox"/> Sans-abri	 <i>Un rendez-vous sera fixé dans les meilleurs délais afin d'établir votre statut de sans-abri et examiner tout document appuyant vos explications</i>
<input type="checkbox"/> Autre situation	 <i>Lettre explicative détaillée et accompagnée de toutes pièces utiles</i>

E. LOGEMENT SOUHAITE

Veillez indiquer les critères auxquels le logement sollicité doit répondre. A cet égard, nous attirons votre attention que toute restriction en la matière rendra plus difficile la sélection de votre dossier, compte tenu du nombre limité de logements disponibles à la location.

1 Nombre de pièces souhaité: de à (2 pièces d'écart au max. avec le nombre d'occupants)

2 Loyer mensuel maximum, y compris les charges du futur logement, sans le parking: CHF

3 Ascenseur nécessaire

Immeuble accessible en chaise roulante

Logement adapté / adaptable pour personnes en chaise roulante

Avec encadrement médico-social (**uniquement demandeurs FIDP**)

Logement sans confort (**uniquement demandeurs GIM**)

4 Logement en coopérative: Oui Non (**attributions OCLPF**)

(Pour toute information sur ce type de logement, veuillez consulter le site internet de l'OCLPF sous <https://www.ge.ch/logement/cooperatives-habitation>)

Logement associatif: Oui Non (**uniquement demandeurs GIM**)

5 Secteur géographique de recherches: **UNIQUEMENT POUR LES DEMANDEURS FIDP**

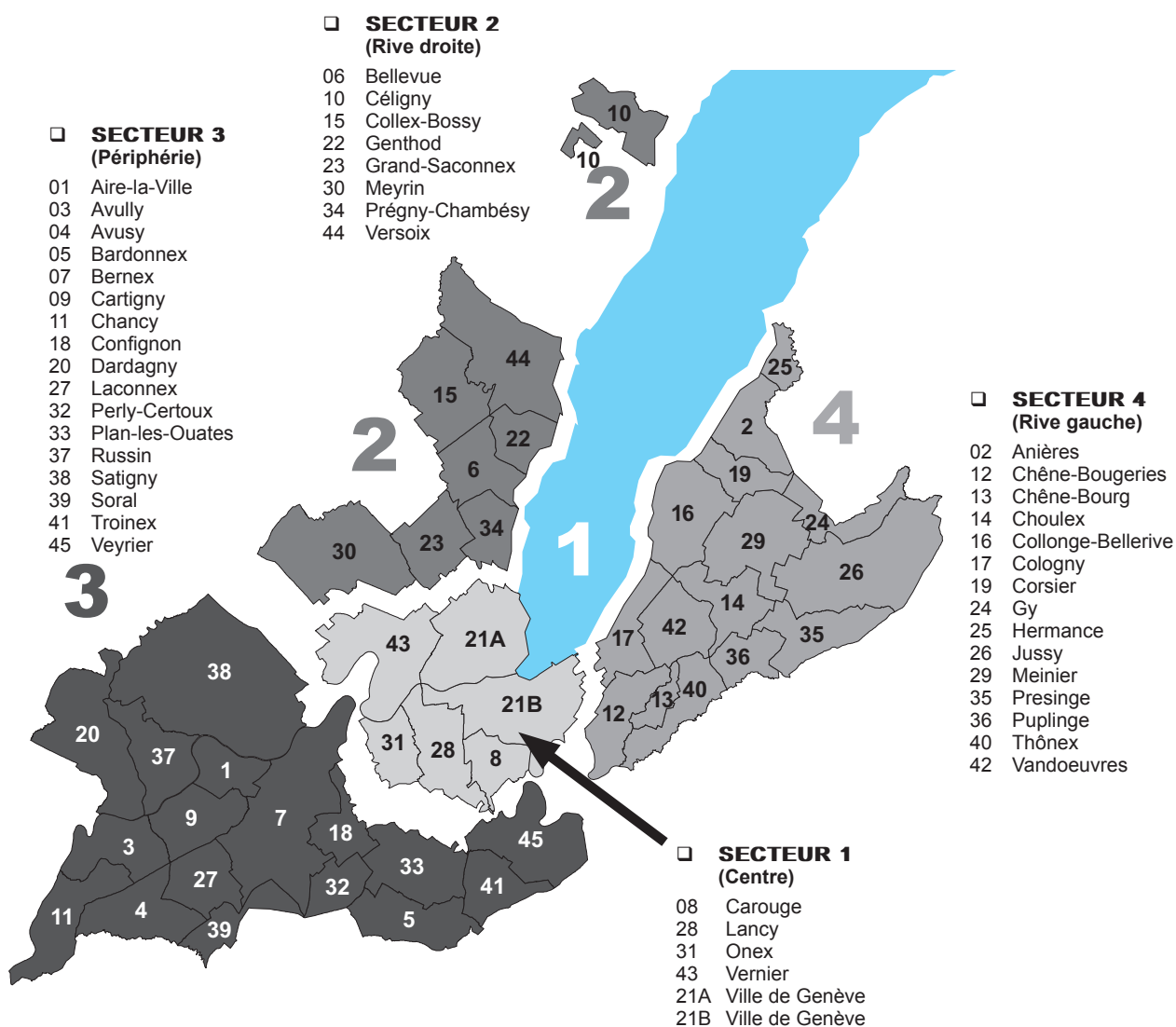
LA SÉLECTION D'UN SECTEUR ENTRAINE AUTOMATIQUEMENT L'AJOUT DES COMMUNES DES SECTEURS ADJACENTS.

Secteurs 1 à 4 (tout le canton de Genève)

Demandeurs FIDP

Secteurs Ville de Genève (21A et 21B)

Demandeurs GIM



F. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Veuillez cocher la ou les rubrique-s correspondant à la situation des personnes mentionnées dans la présente demande et remettre impérativement la copie des pièces justificatives requises. A défaut de document justificatif, la situation alléguée ne sera pas retenue sans autre avis de notre part.

<input type="checkbox"/> Problème de santé de l'un des demandeurs de logement	<input type="checkbox"/> <i>Certificat médical récent</i>
<input type="checkbox"/> Sous-occupation d'un logement social (HBM, HLM, HM ou GIM)	<input type="checkbox"/> <i>Le contrôle de l'information sera effectué par l'OCLPF / GIM</i>
<input type="checkbox"/> Dépassement du barème de sortie d'un logement social (HBM ou HLM)	<input type="checkbox"/> <i>Le contrôle de l'information sera effectué par l'OCLPF / GIM</i>
<input type="checkbox"/> Démolition / transformation nécessitant le départ des personnes occupant les lieux	<input type="checkbox"/> <i>Attestation récente du propriétaire des lieux ou de son représentant confirmant la nécessité de restituer le logement</i>
<input type="checkbox"/> Difficultés manifestes de se rendre du logement actuel à un lieu impératif	<input type="checkbox"/> <i>Explication écrite détaillée quant aux difficultés majeures causées par la distance entre votre logement actuel et le lieu, dont le caractère impératif doit être prouvée</i>
<input type="checkbox"/> Demande d'échange de logement avec un autre locataire occupant un appartement des FIDP ou de la GIM	
<input type="checkbox"/> Poursuites, faillite et/ou actes de défaut de biens au nom de l'un ou l'autre du/des futur-s signataire-s du bail ?	<input type="checkbox"/> <i>En cas de sélection de votre dossier, un extrait de poursuites de moins de 3 mois pourra vous être demandé.</i>
Personne(s) concernée(s) : <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 5	
Montant total de :CHF	

G. AUTORISATIONS, ENGAGEMENTS ET DECLARATION

Par sa signature, chacune des personnes majeures soussignées autorise :

- l'administration fiscale cantonale à communiquer en tout temps aux services compétents de l'OCLPF et à la GIM le montant de ses revenus et de sa fortune, tels qu'ils ressortent de son dossier fiscal, y compris durant l'occupation d'un logement soumis à la loi générale sur le logement et la protection des locataires, du 4 décembre 1977 (ci-après LGL), et de son règlement d'exécution, du 24 août 1992 (ci-après RGL) ou durant l'occupation d'un logement soumis au règlement fixant les conditions de location d'un logement à caractère social de la Ville de Genève, du 19 février 2009 ;
- toute institution et autorité délivrant des prestations à communiquer à l'OCLPF et à la GIM (et inversement) tout renseignement utile à l'établissement des éléments liés à la détermination des revenus ainsi que des taux d'effort et d'occupation nécessaires à la mise en œuvre de la LGL, du RGL et du règlement fixant les conditions de location des logements à caractère social de la Ville de Genève, y compris durant l'occupation d'un appartement régi par ces textes normatifs ;
- leur bailleur actuel et celui à venir à communiquer à l'OCLPF et à la GIM les renseignements utiles à l'établissement des éléments nécessaires à l'octroi du logement sollicité par la présente ;
- le SFIDP, l'OCLPF à échanger entre eux et avec tout service délivrant des prestations les éléments utiles à la détermination et à la mise à jour du revenu déterminant unifié (RDU) ;
- le SFIDP et l'OCLPF à échanger toute information et pièces utiles à la détermination du degré de priorité de la situation, du respect des conditions d'accès à un logement subventionné par l'Etat de Genève au sens de la LGL, et à la satisfaction des critères de sélection des FIDP ;
- le SFIDP et l'OCLPF à échanger toutes informations et/ou pièces utiles relatives à l'avancement de la demande de logement ou d'une proposition de logement avec tous services sociaux du Canton de Genève et des communes de celui-ci ; la GIM à échanger toutes informations et/ou pièces utiles relatives à l'avancement de la demande de logement ou d'une proposition de logement avec le service social de la Ville de Genève.
- le SFIDP et la GIM à accéder auprès de toute autorité du Canton de Genève ou des communes genevoises à toutes informations relatives aux demandeurs de logement inscrits sur la demande et/ou à tous les locataires et occupants d'un logement des FIDP ou de la Ville de Genève, par exemple les informations liées à la résidence et au domicile déclaré des personnes, aux revenus et à l'origine des revenus de tous les occupants, etc.

Par sa signature, chacune des personnes majeures soussignées s'engage à :

- informer, spontanément et sans délai, le SFIDP et la GIM de toute modification portant sur l'un des éléments renseignés ci-dessus ;
- ne pas exercer d'activité professionnelle dans le logement qui lui sera éventuellement attribué, ni être titulaire d'un autre bail pour un logement situé dans le canton de Genève autre que son domicile tel qu'annoncé à l'Office cantonal de la population et des migrations ;

Par sa signature, chacune des personnes majeures soussignées certifie le caractère sincère, complet et conforme à la vérité de la présente demande.

SIGNATURE DE L'ENSEMBLE DES PERSONNES MAJEURES

Personne n° 1 Nom et Prénom(s)

Signature

Personne n° 2 Nom et Prénom(s)

Signature

Personne n° 3 Nom et Prénom(s)

Signature

Personne n° 4 Nom et Prénom(s)

Signature

Personne n° 5 Nom et Prénom(s)

Signature

Genève, le